

SURMONTER LES OBSTACLES À L'INTÉGRATION DES RÉFUGIÉS SOUDANAIS AU TCHAD : ÉDUCATION, EMPLOI ET ACCÈS À LA TERRE

VIRGINIE BAUDAIS, OLIVIER GUIRYANAN, PRISCA NANDOUMABE
ET MARIE RIQUIER

Le SIPRI a mené au Tchad en 2024 et en 2026, une étude sur l'impact des conflits armés et des déplacements sur les femmes et les filles réfugiées. Elle visait à comprendre dans quelle mesure la réponse humanitaire au Tchad répondait aux besoins et aux attentes des femmes et des filles réfugiées soudanaises, ainsi que de leurs communautés¹. Menée en avril et mai 2024, elle a été réalisée en collaboration avec BUCOFORE, le partenaire tchadien du SIPRI, dans quatre camps de réfugiés de l'est du Tchad. Les chercheurs ont recueilli les témoignages de femmes et de filles soudanaises déplacées, de rapatriés tchadiens ainsi que des membres de communautés d'accueil, au moyen d'enquêtes de perception, d'entretiens qualitatifs et de discussions en groupes de réflexion.

En janvier et février 2026, le SIPRI et BUCOFORE ont organisé, avec le soutien du Forum des organisations non gouvernementales internationales au Tchad (FONGIT) et du Bureau de la coordination des affaires humanitaires des Nations unies (OCHA), deux séminaires réunissant des acteurs humanitaires à Abéché et à N'Djamena afin de mener une réflexion collective sur les résultats de l'étude. Ces séminaires visent à renforcer le lien entre la recherche, la pratique et la responsabilité envers les populations affectées.

Cette fiche d'information développe trois des principales conclusions de la recherche enrichies par les réflexions issues des séminaires. La recherche et les échanges qui ont suivi avec les acteurs humanitaires, les bailleurs et les décideurs politiques ont identifié l'éducation, l'emploi et l'accès à la terre comme des thématiques particulièrement pertinentes. En se concentrant sur ces thématiques, cette fiche d'information vise à orienter la prise de décision des bailleurs et à soutenir des interventions ciblées et efficaces qui minimisent les préjudices et favorisent un impact positif.

¹ Pour consulter le rapport de recherche complet : Bourhrous, A. et al., *Through Their Eyes: Experiences of Displaced Sudanese Women and Girls in Eastern Chad* [À travers leurs yeux : expériences vécues des femmes et des filles soudanaises déplacées à l'est du Tchad] (SIPRI: Stockholm, mars 2025); et Riquier, M. et Nandoumabe, P., « L'impact du conflit et du déplacement sur les femmes soudanaises réfugiées à l'Est du Tchad », Note de synthèse, XCEPT, juillet 2025. Voir également Baudais, V. et al., « Sous-financement humanitaire au Tchad : Implications pour les populations vulnérables », SIPRI Fact Sheet, août 2026.

FAITS MARQUANTS

- L'accès limité à l'éducation en période de conflit et de déplacement renforce les inégalités existantes et a des conséquences à long terme pour les réfugiés
- La mise en place de programmes de bourses avec des universités régionales et internationales, y compris des centres d'apprentissage numérique, permettrait d'améliorer l'accès à l'enseignement supérieur
- L'accès à la terre est essentiel à la cohésion sociale : 23 % des membres des communautés d'accueil interrogés estiment que les litiges fonciers constituent un facteur clé de conflit avec les réfugiés

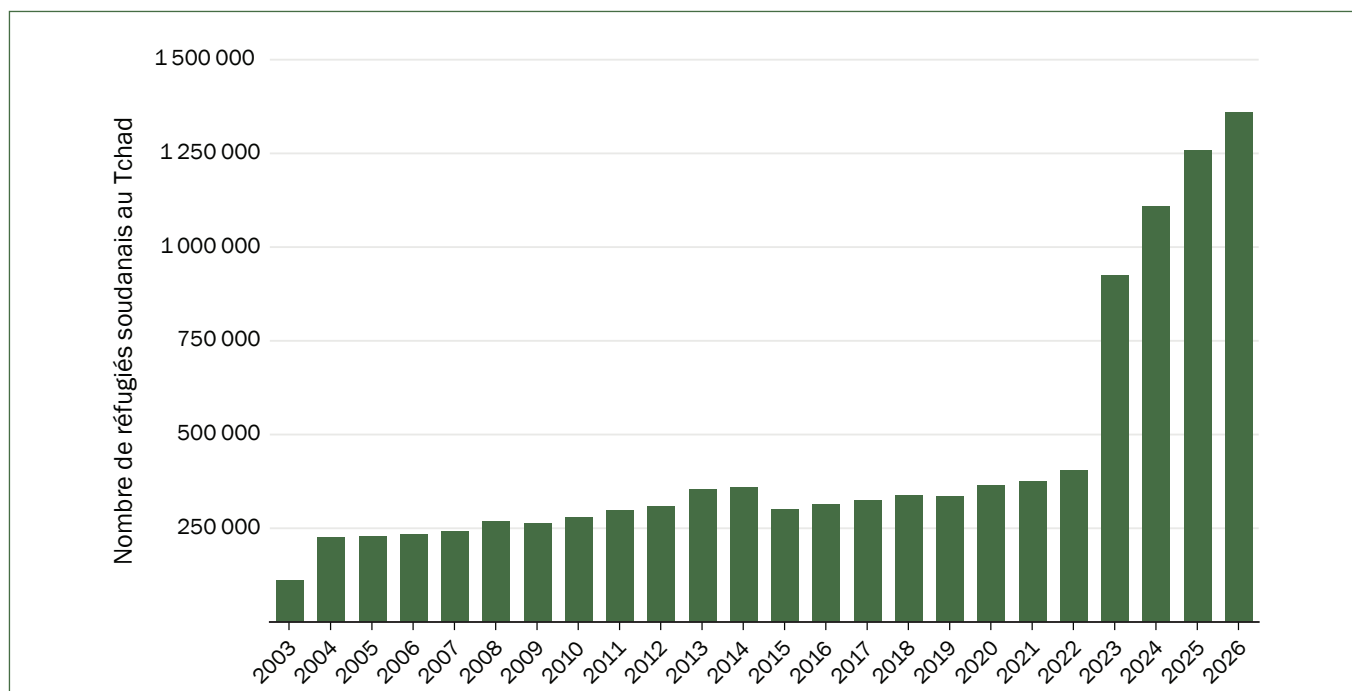


Figure 1. Nombre de réfugiés soudanais au Tchad, 2003–26

Sources: Les données pour 2003–2025 proviennent du Haut-Commissariat des Nations Unies pour les réfugiés (HCR), Humanitarian Data Exchange [Plateforme d'échange de données humanitaires], Population réfugiée au Tchad (dataset), consulté le 26 mai 2026; et les données pour 2026 proviennent de HCR, Operational Data Portal [Portail de données opérationnelles], Chad, consulté le 26 mai 2026.

CONTEXTE

Le conflit armé qui a repris au Soudan en avril 2023 a déclenché la plus grande crise humanitaire et de déplacement au monde, avec plus de 11 millions de personnes déplacées de force en juin 2026². Plus de quatre millions de personnes ont cherché refuge dans les pays voisins, principalement au Tchad, en Égypte et au Soudan du Sud. À la suite du conflit du Darfour de 2003, environ 400 000 réfugiés soudanais avaient franchi la frontière pour se rendre au Tchad. Depuis avril 2023, ce nombre a augmenté de plus de 900 000 nouveaux réfugiés (voir figure 1).

Les femmes et les enfants représentent plus de 80 % des nouveaux arrivants au Tchad. Cela pose des défis spécifiques aux organisations humanitaires, notamment en matière de soins de santé maternelle et infantile, d'éducation, de soutien psychosocial, de protection contre les violences sexuelles et basées sur le genre (VBG), ainsi que de prévention de l'exploitation sexuelle et du travail des enfants.

OBSTACLES À L'INTÉGRATION

L'étude a révélé que, dans la région frontalière entre le Tchad et le Soudan, les femmes et les filles réfugiées sont confrontées à d'importantes menaces pour leur sécurité, et que les mesures de protection existantes sont insuffisantes. Si les femmes déclarent se sentir relativement plus en sécurité après leur

² Haut-Commissariat des Nations Unies pour les réfugiés (HCR), Operational Data Portal, Sudan Situation [Portail de données opérationnelles, Situation au Soudan]. Consulté le 29 juin 2026.



arrivée au Tchad, elles restent confrontées de nombreuses de menaces et de multiples risques.

De plus, dans un contexte de pauvreté multidimensionnelle et de pénurie de ressources dans l'est du Tchad, les perspectives d'intégration socio-économique des femmes réfugiées soudanaises sont entravées par un accès limité à l'éducation, aux opportunités économiques et aux terres destinées à un usage productif et à l'installation. Cela renforce leur vulnérabilité et leur dépendance à l'aide humanitaire.

En s'appuyant sur les enseignements tirés des séminaires, les sections suivantes présentent trois conclusions clés de la recherche et leurs implications : l'accès limité à l'éducation réduit les perspectives d'avenir des réfugiés ; l'accès limité aux opportunités économiques expose les femmes réfugiées soudanaises à des risques en matière de protection et limite leur inclusion ; et les difficultés d'accès à la terre sont susceptibles d'alimenter les tensions entre les communautés.

L'accès limité à l'éducation réduit les perspectives d'avenir des réfugiés

« J'étais en sixième, mais je ne vais pas à l'école ici. Il n'y a pas d'école ici... Aucun d'entre nous ne va à l'école ici, alors qu'au Soudan, nous y allons tous. On s'ennuie beaucoup. On reste ici toute la journée. Il n'y a rien à faire ici. On ne peut même pas sortir parce qu'on a peur³. »

Au Tchad, où environ 3 millions d'enfants ne sont pas scolarisés, l'arrivée de réfugiés exerce une pression supplémentaire sur un système éducatif déjà fragile. En juin 2025, seuls 39 % des enfants réfugiés soudanais au Tchad étaient scolarisés, en raison du manque d'écoles opérationnelles, d'enseignants et de ressources permettant de financer les salaires. Les autorités nationales et locales comptent sur les organisations humanitaires pour assurer les services éducatifs⁴.

Pour les enfants qui sont scolarisés, le financement limité se traduit par des classes surchargées dans les camps de réfugiés. Dans l'est du Tchad, près de 40 000 salles de classe supplémentaires seraient nécessaires pour aligner les taux de scolarisation des réfugiés sur ceux de la population locale. Les coupes budgétaires aggravent la pénurie de manuels et de kits scolaires, ce qui réduit la qualité de l'apprentissage et augmente le risque de décrochage scolaire. La scolarisation et l'assiduité scolaire sont également freinées par la disponibilité limitée de nourriture, de latrines et d'eau potable dans les camps.

L'accès limité à l'éducation en période de conflit et de déplacement renforce les inégalités existantes et a des conséquences à long terme pour les réfugiés. Si l'accès à l'éducation pour tous les réfugiés, quelle que soit la durée de leur déplacement, est limité, les réfugiés arrivés plus récemment se heurtent à des obstacles supplémentaires, car ils sont hébergés dans les extensions des camps de réfugiés et doivent parcourir de plus longues distances pour se rendre à l'école.

³ Groupe de discussion avec des jeunes femmes réfugiées soudanaises, extension du camp de Farchana, 24 avril 2024.

⁴ Development Action Platform, « Education in Chad [L'éducation au Tchad] », [n.d.], consulté le 25 juin 2026.



De plus, ce sont les enfants vulnérables qui subissent le plus lourdement les conséquences de la limitation des services éducatifs. Les obstacles à l'éducation exposent les enfants déplacés de force, en particulier les filles, à des risques en matière de protection et à l'exclusion. À terme, cela peut contribuer à une dépendance prolongée à l'aide humanitaire.

Bien que l'accès à l'éducation pour les réfugiés soit un droit fondamental, protégé par la législation tchadienne, les réfugiés soudanais ont actuellement peu de possibilités de poursuivre leurs études. L'étude montre que l'accès limité à l'éducation constitue une préoccupation majeure pour les réfugiés soudanais au Tchad. Bon nombre des jeunes femmes interrogées ont exprimé le souhait d'étudier afin d'améliorer leurs conditions de vie, que ce soit au Tchad, au Soudan ou à l'étranger.

À long terme, de nouvelles coupes budgétaires compromettraient le système éducatif de l'est du Tchad, déjà mis à rude épreuve, ralentiraient le développement des infrastructures, limiteraient le recrutement d'enseignants et réduiraient la qualité de l'enseignement. De plus, la contribution des États-Unis pour 2026 au Bureau de la coordination des affaires humanitaires des Nations unies (OCHA) a relégué l'éducation au second plan au profit des interventions d'urgence⁵. Cela risque d'entraîner une augmentation significative du nombre d'enfants non scolarisés, tant parmi les réfugiés que parmi les Tchadiens, avec des conséquences durables pour la stabilité et le développement du pays. Bien que plusieurs initiatives, telles que « Education Cannot Wait » et les programmes de bourses mis en place par des universités et des ambassades, aient été renforcées dans l'est du Tchad, ces efforts restent sous-financés et ont été particulièrement touchés par les récentes coupes dans l'aide⁶.

Pour relever ces défis, des efforts coordonnés sont nécessaires pour renforcer le système éducatif et améliorer l'accès à l'éducation. Les réponses multisectorielles doivent être élargies afin de lever les obstacles à l'éducation en intégrant dans les écoles des cantines scolaires, l'eau potable, l'hygiène et l'assainissement. Ces interventions pourraient contribuer à créer des environnements éducatifs sûrs tant pour les enfants réfugiés soudanais que pour les enfants tchadiens, ce qui permettrait d'améliorer la scolarisation et l'assiduité scolaire. Il est également essentiel d'étendre le soutien financier et scolaire existant, notamment par le biais de bourses couvrant les frais de scolarité, d'hébergement et de transport. La mise en place de programmes de bourses avec des universités régionales et internationales, y compris des centres d'apprentissage numérique, permettrait d'améliorer l'accès à l'enseignement supérieur. Parallèlement, il est indispensable d'accroître les investissements dans le secteur éducatif tchadien, ce qui suppose que les partenaires financiers apportent les ressources nécessaires au gouvernement tchadien afin qu'il puisse investir dans ce secteur.

⁵ Workshops, Abéché et N'Djamena, janvier et février 2026; et Cassam-Chenaï, F., Nandoumabe, P., Riquier, M., « Étude des effets de la baisse de l'aide américaine sur la réponse à la guerre au Soudan et ses conséquences au Tchad », Rapport interne, Agence française de développement, 2026, np.

⁶ Education Cannot Wait, « ECW provides additional US\$2 million to Sudanese refugees in Chad [ECW alloue 2 millions de dollars supplémentaires aux réfugiés soudanais au Tchad] », communiqué de presse, 17 octobre 2025; et échanges des auteurs avec des organisations humanitaires intervenant à l'est du Tchad, janvier-mars 2026.



L'accès limité aux opportunités économiques expose les femmes réfugiées soudanaises à des risques en matière de protection et freine leur inclusion

« Au Soudan, j'étais enseignante. J'enseigne depuis 20 ans, mais depuis mon arrivée ici, je n'ai pas réussi à trouver un emploi. Chez moi, je n'avais jamais à aller chercher de l'eau. Je n'allais pas non plus ramasser du bois. J'avais de l'eau potable à la maison et je cuisinais au gaz. Maintenant, je vais au marché et je fais tout ce qu'il faut pour gagner un peu d'argent. J'aide des gens ici et là. Je fais aussi la lessive chez des particuliers pour gagner un peu d'argent. Vous voyez, la plupart des personnes qui se trouvent ici, dans le camp d'Iridimi, viennent des grandes villes du Soudan. Elles ne sont pas habituées à travailler aux champs ni à effectuer d'autres tâches impliquant de porter de l'eau ou de chercher du bois. C'est ce qui rend les choses plus difficiles pour nous⁷. »

Le profil socio-économique des réfugiés soudanais qui traversent la frontière pour rejoindre l'est du Tchad a évolué ; les populations de réfugiés arrivés récemment proviennent aussi bien de zones urbaines que rurales, sont plus diversifiées et moins bien intégrées socialement que les vagues précédentes, ce qui rend leur intégration économique plus difficile.

Les réfugiés soudanais qualifiés et diplômés peinent à accéder au marché du travail au Tchad, car ils ne maîtrisent souvent pas le français et leurs diplômes n'y sont pas reconnus. Beaucoup souhaitent reprendre leur ancien métier, par exemple dans l'enseignement ou les soins médicaux, mais ne peuvent pas le faire. Un nombre important de femmes sont contraintes d'exercer des emplois informels, comme la blanchisserie ou la fabrication de briques, ce qui aggrave leur vulnérabilité économique et accroît leur exposition à l'exploitation et aux risques en matière de protection. Pourtant, le Tchad est confronté à une pénurie de personnel qualifié, y compris au sein des camps de réfugiés.

Les acteurs humanitaires et du développement, ainsi que les autorités nationales, ont lancé des programmes visant à relever les défis complexes liés à l'intégration des réfugiés sur le marché du travail et à favoriser leur intégration économique. Ces programmes ont pour objectif d'accompagner les réfugiés vers l'autonomie en développant des moyens de subsistance. Par exemple, le Haut-Commissariat des Nations unies pour les réfugiés (HCR) et l'organisation non gouvernementale tchadienne APLFT (Association pour la promotion des libertés fondamentales au Tchad) réalisent des évaluations des compétences dans les camps de réfugiés. Parallèlement, la collaboration interinstitutionnelle entre le Fonds des Nations unies pour l'enfance (UNICEF), le Fonds des Nations unies pour la population (FNUAP) et le HCR vise à renforcer l'autonomie des femmes réfugiées, notamment en mettant en œuvre des programmes destinés à améliorer l'accès à l'éducation, à la formation et aux opportunités économiques⁸.

Malgré ces efforts, notamment à travers les programmes du HCR dans les centres de formation professionnelle, d'importants obstacles structurels subsistent.

Pour surmonter ces obstacles, une action coordonnée des autorités nationales, des acteurs humanitaires et des bailleurs est nécessaire⁹. Elle

⁷ Iridimi, réfugiée soudanaise récemment déplacée, entretien avec l'équipe de recherche, 2 mai 2024.

⁸ Discussions avec des acteurs humanitaires au Tchad, janvier et février 2026.

⁹ Workshops, Abéché et N'Djamena, janvier et février 2026.

passé notamment par la mise en place, par les organismes professionnels compétents, de mécanismes visant à reconnaître officiellement les qualifications professionnelles soudanaises au Tchad. La reconnaissance des qualifications dans des domaines comme la médecine et le droit pourrait contribuer à pallier les pénuries de compétences au Tchad, tout en permettant aux réfugiés soudanais d'accéder à un emploi décent et à de meilleures perspectives de développement socio-économique. Cela implique également d'investir dans l'enseignement du français afin d'améliorer l'accès des réfugiés à l'emploi au Tchad, ainsi que de créer et de financer des centres d'apprentissage numérique pour permettre aux réfugiés soudanais de poursuivre leurs études en ligne et ainsi élargir leurs perspectives d'accès à l'enseignement supérieur.

Les difficultés d'accès à la terre sont susceptibles de contribuer aux tensions entre les communautés

Le gouvernement tchadien a attribué des terres dans l'est du Tchad aux réfugiés, et les populations locales leur donnent accès à des terres agricoles, en coordination avec les autorités. Néanmoins, pour les femmes, dont beaucoup assument le rôle de soutien de famille tout en prenant soin de leurs proches, l'accès à la terre constitue un obstacle majeur à leur autonomie et à leur capacité à subvenir aux besoins de leur famille.

En avril 2026, plus de 40 personnes ont perdu la vie lors de violences intercommunautaires liées à l'accès à un point d'eau à Wadi Fira, au Tchad. Cela illustre le risque d'escalade des tensions liées à la disponibilité des ressources naturelles et à la concurrence pour l'eau et la terre, dans un contexte marqué par le changement climatique, la pression démographique, une présence étatique limitée et la prolifération des armes¹⁰. Les services de base et les infrastructures dans l'est du Tchad sont limités, tandis que les indices de pauvreté multidimensionnelle sont élevés¹¹. La productivité des terres est faible dans ces provinces marquées par le stress climatique tandis que la pression sur les ressources naturelles s'est accrue au fil du temps.

Malgré les efforts déployés par le gouvernement tchadien pour sensibiliser les communautés d'accueil à l'importance de l'accès à la terre pour les réfugiés, l'étude a mis en évidence un sentiment de lassitude face à l'absence de solutions durables dans un contexte marqué par un déplacement prolongé. L'accès à la terre est essentiel à la cohésion sociale : 23 % des membres des communautés d'accueil interrogés estiment que les litiges fonciers constituent un facteur clé de conflit avec les réfugiés. Le manque de clarté concernant les droits d'accès à la terre et son utilisation a été identifié comme une source de tensions¹².

Dans ce contexte, les parties prenantes mettent en œuvre des initiatives visant à renforcer la gouvernance foncière. L'Organisation des Nations

¹⁰ Sow, F., « Tchad : 42 morts dans un affrontement intercommunautaire dans l'Est », *Afric Telegraph*, 27 avril 2026; et France 24, « Un affrontement intercommunautaire fait au moins 42 morts dans l'est du Tchad », 24 avril 2026.

¹¹ La Banque mondiale, « Chad—Special chapter: Hosting refugees in an inclusive manner [Tchad — Chapitre spécial : Accueillir les réfugiés de manière inclusive] », *Economic Update*, avril 2024.

¹² Lavielle, C. et al., « Accès à la terre et résilience des femmes réfugiées soudanaises au Tchad : Enjeux systémiques et perceptions locales », *SPARC Knowledge*, septembre 2025.



unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO) soutient la réforme agraire engagée par le gouvernement tchadien en révisant la politique foncière et le Code national du domaine et des biens de l'État (code domanial), en menant des projets pilotes de modernisation du cadastre et en contribuant à la conception d'un mécanisme de suivi et d'évaluation destiné à soutenir la mise en œuvre de la politique nationale. Ces actions favorisent une plus grande clarté et une meilleure coordination entre les acteurs humanitaires, du développement et les autorités. Par ailleurs, en 2023, le gouvernement tchadien a lancé « Haguina », une initiative menée en partenariat avec la FAO, le HCR et le Programme alimentaire mondial (PAM), qui attribue des terres aux réfugiés afin de leur offrir des opportunités économiques et d'accroître la production agricole¹³. Ces initiatives s'inscrivent dans l'approche du « nexus humanitaire-développement-paix » (HDP), qui vise à mieux articuler les interventions d'urgence, l'aide au développement et les initiatives de consolidation de la paix dans les contextes fragiles.

Pour tirer parti de ces efforts en cours, une coordination continue est nécessaire entre les autorités nationales, les acteurs humanitaires et du développement, les bailleurs et les communautés locales. Elle passe notamment par le renforcement des cadres de gouvernance foncière conciliant l'accueil des réfugiés et la protection des droits fonciers des communautés locales. Parallèlement, les investissements dans la production agricole et l'élevage peuvent renforcer la sécurité alimentaire, améliorer la nutrition et développer les moyens de subsistance des communautés d'accueil et des réfugiés, contribuant ainsi à réduire leur dépendance à long terme à l'aide humanitaire. Les institutions nationales, avec le soutien opérationnel des acteurs humanitaires et du développement ainsi que le soutien financier des bailleurs de fonds, jouent un rôle essentiel dans le renforcement de systèmes de gouvernance foncière inclusifs et sensibles aux conflits. Elles doivent investir dans des infrastructures permettant d'améliorer la productivité des terres afin de réduire la dépendance à l'aide. Accompagner ces mesures d'actions de sensibilisation en faveur d'un accès équitable à la terre peut contribuer à réduire les tensions liées à l'accès et à l'utilisation des terres.

¹³ Wilton, P., « De l'aide à l'autonomie : comment les réfugiés et les communautés hôtes renforcent la sécurité alimentaire au Tchad », Programme alimentaire mondial, 23 avril 2026.

Stockholm International Peace Research Institute (SIPRI) est un institut international indépendant dédié à la recherche sur les conflits, les armements, le contrôle des armements et le désarmement. Fondé en 1966, le SIPRI fournit des données, des analyses et des recommandations, basées sur des sources ouvertes, aux décideurs, aux chercheurs, aux médias et au public intéressé.

CONSEIL D'ADMINISTRATION

Stefan Löfven (Président)
Dr Zeid Ra'ad Al Hussein
Dr Mohamed Ibn Chambas
Dr Noha El-Mikawy
Jean-Marie Guéhenno
Dr Patricia Lewis
Dr Nathalie Tocci
Dr Jessica Tuchman Mathews
Brian A. Wong

DIRECTEUR

Karim Haggag



STOCKHOLM INTERNATIONAL PEACE RESEARCH INSTITUTE

Signalistgatan 9
SE-169 72 Solna, Sweden
Telephone: +46 8 655 97 00
Email: sipri@sipri.org
Internet: www.sipri.org

À PROPOS DES AUTEURS

Virginie Baudais est chercheuse senior et directrice du programme Sahel et Afrique de l'Ouest du SIPRI.

Olivier Guiryanan est le directeur exécutif du centre de recherche tchadien, BUCOFORÉ.

Prisca Nandoumabe est chercheuse et coordinatrice de BUCOFORÉ.

Marie Riquier est chercheuse au sein du programme Sahel et Afrique de l'Ouest du SIPRI.

Cette fiche d'information et les séminaires de travail qui s'y rapportent ont été financés par le ministère britannique des Affaires étrangères, du Commonwealth et du Développement (FCDO), par l'intermédiaire de son Research Commissioning Centre (RCC), qui fait partie du portefeuille « Global Research and Technology Development ». Le RCC est géré par 3ie et l'université de Birmingham.



DOI: <https://doi.org/10.55163/THTT3917>

© SIPRI 2026

This is a translation of the original English-language publication and therefore may differ slightly from the original. In case of discrepancy, the English version takes precedence.